

1030

Initiative du Japon pour la Coopération en Afrique (Traduction provisoire)

14 mai, 2003

○ Politique fondamentale : Soutenir le Nouveau Partenariat pour le Développement de l'Afrique (NEPAD) par le Conférence Internationale de Tokyo sur le Développement Africain (TICAD) – Le « partenariat » pour soutenir les efforts autonomes (appropriation des efforts) déployés par les pays africains

○ Progrès régulier : Le Japon a marqué son engagement pour mettre en oeuvre une assistance à environ 750 millions de dollars (90 milliards de yens) sur une période de cinq ans dans le domaine des besoins humains fondamentaux lors de la TICAD II d'octobre 1998, dont 697 millions de dollars (750 milliards de yen) ont déjà été déboursés. Cette coopération a encouragé les efforts africains pour atteindre les Buts millénaires pour le Développement (MDG).

Par conséquent, conditions médicales et de la santé de plus de 244,87 millions de personnes ont été améliorés par des mesures telles que vaccination ; à peu près 3 millions de personnes ont accès à l'eau potable ; et, 2,6 millions d'enfants ont accès à l'éducation grâce à la construction d'écoles et autres mesures.

○ Nouveau point de vue : le Japon accorde une importance particulière à « la sécurité humaine » pour assurer la sécurité humaine – protection contre les menaces d'atteinte à la dignité humaine et formation des capacités des individus et des communautés pour affronter les problèmes- en Afrique.

- Renforcer la coopération avec les organisations internationales par l'utilisation du « Fonds fiduciaire pour la Sécurité humaine » - le Japon a approvisionné ce fonds d'environ 200 millions de dollars, et considère l'Afrique comme zone prioritaire d'attribution de ce fonds.
- Soutenir le développement complet et participatif d'une communauté établie par l'« Aide sous forme de don pour les petits projets locaux de sécurité humaine » - cette aide est dotée de 120 millions de dollars pour l'année fiscale 2003, et l'Afrique en est la zone d'utilisation prioritaire.

↓

L'organisation de la TICAD III 29 septembre ~ 1^{er} octobre 2003 à Tokyo

- Mobiliser le soutien de la communauté internationale pour le NEPAD
- Elargir les partenaires au développement – promouvoir la « coopération Sud-Sud » telle que la coopération Asie-Afrique et la coopération inter-Afrique.

↓

Actions concrètes du Japon pour une coopération avancée en Afrique : Trois Piliers

↓

**Développement au
cœur duquel se situent
les hommes**

↓

**Réduction de la
pauvreté
par la croissance
économique**

↓

Consolidation de la Paix

1. Développement au cœur duquel se situent les hommes

○ Développement des ressources humaines et des technologies d'information et de communication (ICT)

- L'éducation – le développement des ressources humaines sont le fondement du développement national : Le Japon s'engage à la mise en œuvre régulière de « l'Initiative de Soutien à l'Education de Base pour la croissance (BEGIN). » Le Japon utilisera activement son aide publique pour le développement pour soutenir les pays à faibles revenus pour l'éducation d'une valeur de 2 milliards de dollars (250 milliards de yens) aussi pour les pays africains.
- La formation professionnelle – création d'emploi et contribution à la croissance économique : le Japon aidera au développement d'un « Centre de Formation Professionnelle sénégal-japonais » en tant que centre d'excellence pour la formation professionnelle en Afrique de l'Ouest, ainsi que pour accroître les occasions de formation pour les ingénieurs dans les domaines de l'électricité, l'automobile et autres.
- L'ICT en faveur du potentiel d'aptitudes des individus à la réalisation : le Japon va promouvoir l'utilisation de l'ICT dans l'éducation, la santé et d'autres domaines, en aidant à développer les infrastructures de base telles que les réseaux de téléphone et de radio de même que les ressources humaines dans le secteur des technologies d'information et de communication.

○ L'eau : mettre en pratique les résultats du Forum Mondial et la Conférence Ministérielle de l'Eau en Afrique

- Acheminer à l'eau saine potable à la population : le Japon a créé une « Aide sous forme de don pour la Sécurité de l'Eau » d'une valeur de 130 millions de dollars (16 milliards de yens) pour l'année fiscale 2003, qui sera utilisé pour soutenir les régions y compris l'Afrique. Le Japon aidera au développement des ressources humaines pour environ 1000 personnes y compris la population africaine en 5 ans à partir de l'année fiscale 2003.
- Développement des bassins de rivière : le Japon va chercher des moyens pour coopérer au développement de bassins de rivières internationales en Afrique, reconnaissant l'importance d'un tel développement.
- Renforcer la coopération avec les partenaires au développement : le Japon va mettre en pratique cette coopération avec les Etats-Unis et la France dans le domaine de l'eau, tel que celui de mesures contre les parasites et le développement du bassin de la Rivière Sénégal, respectivement.

○ La santé et les soins médicaux

- Pour l'avenir des enfants : s'inspirant de son expérience d'éradication de la polio dans la région Pacifique Ouest, le Japon vise à financer approximativement 80 millions de dollars jusqu'à l'année fiscale 2005 une campagne d'éradication de la polio dans les régions concernées y compris l'Afrique.
- Poursuite de « L'initiative d'Okinawa sur les maladies infectieuses » : le Japon poursuivra son efficace collaboration avec le « Fonds Mondial de lutte contre le SIDA, la tuberculose et le paludisme ».
- Promouvoir les actions via les centres d'excellence : Le Japon va promouvoir ses soutiens aux pays voisins via des centres d'excellence au Kenya, au Ghana et en Zambie.

2. Réduction de la pauvreté par la croissance économique

○ **L'alimentation et l'agriculture et le développement rural**

- S'attaquer à la famine : le Japon a octroyé 30 millions de dollars afin de lutter contre la crise alimentaire dans l'Afrique australe dans la deuxième moitié de l'année 2002. D'autre part le Japon a apporté une aide alimentaire évaluée à environ 11 millions de dollars à l'Ethiopie et à l'Erythrée en février 2003, et a décidé d'apporter une aide alimentaire supplémentaire d'une valeur de 55 millions de dollars à d'autres pays en Afrique.
- Contribution à la sécurité alimentaire : le Japon va contribuer à l'Association pour le Développement du Riziculture en Afrique de l'Ouest (WARDA) et d'autres institutions qui sont en charge de la recherche, développement et de la diffusion du « Nouveau Riz pour l'Afrique (NERICA) » avec des ressources humaines et financières.
- Promouvoir le développement rural avec la participation des citoyens : le Japon va étudier les moyens de développer les infrastructures rurales, d'augmenter l'autosuffisance alimentaire et de combattre la désertification par des projets tels que « Nourriture-contre-travail » en collaboration avec le Programme alimentaire mondial (PAM).

○ **Infrastructure**

- Soutien continu au développement des infrastructures : le Japon a accordé 2,4 milliards de dollars à l'Afrique ces cinq dernières années dans 4 domaines : le transport, la communication, l'énergie et l'eau. Le Japon, qui va déboursé environ 1,06 milliards de dollars (130 milliards de yens) à partir de cette année parmi eux, continuera de soutenir le développement de l'infrastructure se rendant compte de son importance. Pour la promotion du NEPAD, le Japon étudie également les moyens de contribuer au développement de l'infrastructure renforçant la coopération régionale.

○ **Promotion du Commerce et de l'Investissement**

- Élargir l'accès au marché : le Japon a élargi l'offre des produits provenant les pays moins avancés (LDC) avec un accès sans tarif et sans quota en ajoutant 198 produits à partir d'avril 2003 (approximativement 93% des importations sans tarif et sans quota des pays LDC en valeur monétaire).
- Promouvoir « le Partenariat Public et Privé » : Pour faciliter l'investissement des sociétés japonaises, le Japon utilise les prêts d'investissement à l'étranger, géré par la Banque japonaise pour la Coopération internationale (JBIC), pour un montant autour de 300 millions de dollars pour les 5 prochaines années, ceci aussi pour l'Afrique.
- Soutien pour élargir les capacités commerciales : le Japon aidera les pays africains à élargir leur capacité en matière de commerce par une coopération active avec l'OMC.
- Promouvoir les échanges économiques Asie-Afrique : le Japon va organiser le « Forum mixte Asie-Afrique associant les secteurs publiques et privés » en juillet 2003.

○ Annulation des dettes

- Le Japon procédera à l'annulation des dettes de l'Aide Publique pour le Développement (ODA) par les Pays Pauvres lourdement endettés (HIPC) de l'Afrique pour un total d'environ 3 milliards de dollars. Il va également intensifier sa politique de dialogue avec les pays récipiendaires sur la base des cadres internationaux telles que le Document de Stratégie pour la Réduction de la Pauvreté (PRSP) afin que ces pays investissent prioritairement dans les domaines de développement socio-économique y compris l'éducation, la santé et le développement des infrastructures économiques et sociales.

○ Soutiens par l'intermédiaire des Institutions Financières Internationales pour le Développement

- Le Japon, en contribuant le « Fonds fiduciaire pour la Stratégie de Réduction de la Pauvreté » installés dans la Banque Mondiale et autres mesures, soutient activement l'élaboration et la mise en œuvre du Document de Stratégie de Réduction de la Pauvreté (PRSP) des pays concernés y compris les pays africains, et les persuade de donner un rôle principal à la croissance économique dans les PRSPs. Ce Fonds a été créé par les contributions initiales chacun de 10 millions de dollars par le Japon et les Pays Bas.

3. Consolidation de la Paix

○ **Soutien pour la revitalisation de la Communauté déchirée par les Conflits et pour la réconciliation nationale**

- Le Japon va promouvoir la coopération dans les domaines de la réintégration des anciens soldats à la vie civile, les mines, les armes légères, l'assistance aux réfugiés et aux personnes déplacées (IDPs), en plus de l'assistance aux pays voisins affectés par les conflits. A cet effet, le Japon poursuivra l'utilisation autant que possible de l'« Aide sous forme de don pour la Prévention des Conflits et l'établissement de la Paix » d'une valeur de 100 millions de dollars (12 milliards de yens) et du « Fonds fiduciaire pour la Sécurité de humaine », et promouvra la coopération avec les organisations internationales et les sociétés civiles.
- En utilisant le « Aide sous forme de don pour la Prévention des Conflits et l'Etablissement de la Paix » ainsi que d'autres fonds, le Japon a déjà apporté environ 7 millions de dollars d'aides à la Sierra Leone pour contribuer à la réintégration des anciens soldats, la revitalisation des communautés locales et la résolution d'autres problèmes. Le Japon a actuellement l'intention d'utiliser le « Fonds fiduciaire pour la Sécurité humaine » pour soutenir le projet de réintégrer les anciens enfants soldats à la vie civile à travers l'éducation de la paix, des formations et d'autres moyens en Angola, au Sierra Leone, au Burundi et au Mozambique.
- Quant à l'Angola, le Japon examine la coopération dans les domaines incluant les mines, la réintégration des anciens soldats, le retour et la réhabilitation des IDPs et des réfugiés.

○ **Soutien des efforts Africains de résolution des conflits et du processus de paix**

- Encourager la coopération avec les organisations régionales africaines : le Japon poursuivra activement le soutien des activités d'organisations régionales africaines, y compris l'Union Africaine (AU) et la Communauté Economique des Etats Africains de l'Ouest (ECOWAS), dans la prévention des conflits, leur gestion et leur résolution.

- Fin -

POURQUOI LES ETATS-UNIS DEVRAIENT CONTINUER A AIDER LE SENEGAL?

I. Le Sénégal est important pour les Etats-Unis:

Historiquement et socialement. Les relations modernes entre les Etats-Unis et le Sénégal remontent à la 2ème Guerre mondiale. La vision mondiale et les vues stratégiques du Sénégal restent largement en harmonie avec celles des Etats-Unis et il est de l'intérêt des Etats-Unis d'assurer que le Sénégal demeure un exemple positif de stabilité et de modération politiques. Le Sénégal a toujours pensé positivement à l'égard des Etats-Unis, contrairement aux relations mi-figue mi-raisin qu'il a avec la France. Les Etats-Unis n'ont aucun conflit d'intérêt significatif dans la région. Ils représentent aussi pour le Sénégal non seulement une source d'investissement, d'éducation, d'art et de technologie, mais aussi un marché important pour certaines de ses exportations. De plus, le Sénégal ayant joué un rôle d'entrepôt central dans la traite négrière, a une signification particulière pour les Américains préoccupés par l'histoire de leurs concitoyens de race noire.

Economiquement. Le nouvel Ambassadeur des Etats-Unis au Sénégal consacre l'essentiel de ses efforts à l'attraction d'exportations et d'investissements américains au Sénégal. En effet, beaucoup reste à faire dans ce domaine puisque le Sénégal n'abrite pas de Chambre de Commerce américaine. Mais la situation macro-économique est maintenant favorable, les progrès sont déjà tangibles (les exportations américaines au Sénégal ont augmenté de 60% entre 1994 et 1996, et le Sénégal est ouvert à un développement de ses échanges au-delà de ceux traditionnellement entretenus en priorité avec la France. Le Sénégal profitera de ses avantages comparatifs, à savoir ses infrastructures portuaires modernes, la relative proximité des marchés de l'Europe et des Etats-Unis, un climat politique stable et une industrie touristique montante.

Politiquement et militairement. La population de confession essentiellement musulmane constitue une force de modération dans le monde islamique. Le Sénégal a participé activement à des efforts multinationaux de maintien de la paix conformes aux intérêts américains. Mais sans la perspective de meilleures conditions de vie de sa population, il pourrait faire le lit aux mouvements extrémistes intégristes. Le Président Abdou Diouf est un leader modéré, aux idées claires, qui suscite l'admiration de beaucoup. Les relations avec les Etats-Unis sont excellentes.

Environnementalement. La dégradation de l'environnement continue. Le Sénégal est caractéristique d'un phénomène sahélien beaucoup plus vaste et le travail qui s'y fait dans ce domaine constitue un bon microcosme à partir duquel des solutions peuvent être développées pour l'ensemble de la région. Les Etats-Unis sont un leader reconnu dans le domaine du suivi et des solutions aux problèmes environnementaux. Les liens avec les Etats-Unis peuvent être mutuellement profitables aussi bien en termes

environnementaux que commerciaux. (Voir documents de EROS et du CSE).

Le Sénégal est un pays démuni qui ne pourrait guère se passer de l'assistance des bailleurs de fonds en cas de catastrophe naturelle comme la sécheresse de 1974-75.

Population. Le taux de croissance démographique de 2,7% demeure une grande préoccupation du fait des ressources limitées et du faible revenu per capita.

SIDA. Des chercheurs sénégalais ont fait partie de l'équipe qui a découvert une importante souche de HIV. Notre assistance initiale, à la fin des années 1980, a eu un résultat positif en termes d'incidence relativement faible du SIDA dans le pays jusqu'ici.

II. Le Sénégal est en train de prendre des mesures difficiles et de se diriger dans la bonne direction.

Le vaste programme de réformes économiques a, avec un peu de chances, permis d'obtenir de nombreux indicateurs macro-économiques au cours des deux années passées. Les exportations sont en train d'augmenter plus rapidement que les importations, le service de la dette a été réduit, l'inflation est d'environ 3% et le PIB per capita monte. Les réformes sont soutenues par un prêt de 192 millions de dollars en 1994-97 au titre de la Facilité d'Ajustement Structurel Renforcée, élément clé d'un paquet de dons, prêts et allègements de dettes multilatéraux et bilatéraux. En retour, le Sénégal a réduit la masse salariale publique, libéralisé le commerce, supprimé les subventions et commencé à privatiser diverses sociétés parapubliques.

Mais le redressement n'est guère achevé. Le gouvernement reconnaît que l'investissement dans le secteur privé est la clé de la croissance économique et que seule une croissance forte et soutenue peut apporter des solutions aux problèmes sociaux pressants. Les investisseurs disent que pour attirer les capitaux nationaux et internationaux, le Sénégal doit éliminer la bureaucratie, baisser les coûts de production, libérer le crédit et créer un environnement juridique plus transparent.

Le Sénégal a une bonne capacité d'adaptation. Ni la domination étrangère, ni la sécheresse, ni même la mauvaise gestion économique n'ont pu venir à bout de la créativité, de l'esprit d'entreprise et de l'indépendance d'esprit des Sénégalais. L'inventivité et l'ingéniosité des populations, autant que les réformes gouvernementales, seront à la base de l'augmentation de la croissance économique et du développement social.

En tant que capitale de l'ancienne AOF, le Sénégal avait obtenu l'avantage d'infrastructures routières, scolaires, sanitaires et d'une élite bureaucratique. Contrairement à ce que l'on pense en général, cet avantage apparent est devenu un handicap limitant.

Cette élite bureaucratique initialement destinée à l'administration de l'ensemble de l'Afrique de l'Ouest francophone ne devait plus gérer que 3 millions de Sénégalais et moins d'un dixième des ressources régionales. Aujourd'hui les marques de cet héritage bureaucratique sont encore perceptibles. Le Sénégal est réputé pour les beaux discours de son élite, et son gouvernement ne compte pas moins de 30 portefeuilles. Le Sénégal reconnaît la nécessité de rendre son gouvernement plus performant et de se fixer des priorités dans la poursuite de ses objectifs. Le plus difficile pour le gouvernement est de se désengager de certains objectifs en responsabilisant soit les autorités décentralisées soit le secteur privé.

Au lieu d'entretenir et de renforcer les infrastructures physiques et les ressources humaines héritées de la France, le Sénégal s'est désinvesti et est devenu dépendant des bailleurs de fonds pour le financement de la quasi totalité de son budget d'investissement. Le Sénégal vit encore du souvenir de son passé glorieux mais est en fait moins préparé que certains de ses voisins pour compétir dans une économie mondiale, comme en témoignent en partie les indicateurs socio-économiques quantifiables. D'autres indicateurs sont moins faciles à quantifier mais n'en sont pas moins pertinents. Il s'agit notamment du degré de responsabilité civique, de sous-emploi, de corruption et de confiance dans le gouvernement et dans l'avenir du pays.

Longtemps salué comme un modèle démocratique en Afrique, le Sénégal se trouve actuellement dans une période cruciale de l'évolution de ses institutions politiques. Un seul parti y est continuellement au pouvoir depuis 1953. La "vieille garde" est en train de se battre pour gagner la foi et la confiance de la nouvelle génération. Bien qu'il y ait de nombreux technocrates bien formés et dévoués, ils n'ont ni les moyens ni la motivation d'assurer un bon service public.

Formés dans les écoles d'élite françaises et sénégalaises sous le parrainage du régime senghorien, les responsables de l'actuel parti au pouvoir ont créé et demeurent très liés aux sociétés parapubliques socialistes qui connaissent tant de difficultés à présent. Bien qu'il puisse y avoir dans leurs rangs d'importants alliés pour prendre les difficiles mesures nécessaires pour réformer l'économie, dans l'ensemble ils se sont avérés incapables de sevrer le pays de sa dépendance néo-coloniale vis-à-vis de l'Occident. Ils continuent de compter sur l'ancien système de parrainage et affichent les projets des bailleurs de fonds comme la façon de développer le pays. Ils se sont peu montrés disposés à tenter de nouvelles approches audacieuses de développement politique ou économique. Ainsi, les contraintes politiques et institutionnelles ont émoussé l'efficacité de l'assistance technique et financière des bailleurs de fonds.

Les futurs dirigeants du pays sortiront très probablement des rangs de ceux qui ne sont pas tributaires des projets non

matière de décentralisation et d'élargissement de la participation politique.

Le Sénégal n'est pas le seul pays qui rencontre des difficultés dans la redéfinition du rôle de l'Etat. La France, longtemps considérée comme un modèle, connaît aussi des difficultés en matière de privatisation et de rupture avec les systèmes socialistes que les finances publiques ne peuvent plus supporter.

Le Sénégal est de plus en plus ouvert aux conseils et à l'assistance des Etats-Unis et de l'USAID. Nous avons un excellent accès auprès des ministres du gouvernement, des chefs religieux et des entreprises. L'assistance de l'USAID diminue en termes de niveau, mais devient plus efficace.